

# RAISONS D'AGIR

## *La chronique d'Hugues Puel \**

### **GUERRE DU LIBAN**

#### **LA DÉRAISON EN ACTES**

Boutros Labaki, professeur d'économie à Beyrouth et vice-président de l'association Développement et Civilisations propose dans le dernier numéro de cette revue (1), une remarquable analyse de l'événement. Elle met en valeur quelques raisons d'agir des différents acteurs de cette tragédie. Dans l'esprit de cette rubrique, quelques compléments peuvent être ajoutés au tableau. Ils font ressortir les principales déraisons qui se sont manifestées dans cet épisode destructeur.

À la question de savoir si c'est « une guerre pour les autres », on peut au moins répondre que c'est clairement « une guerre chez les autres » : Syriens, Iraniens et Israéliens se font la guerre au Liban et celle de juillet et août dernier s'inscrivait dans trente années d'interventions étrangères.

### La déraison du Hezbollah et des autres Libanais

Le 12 juillet 2006, le Hezbollah lance une attaque sur une unité israélienne qui effectuait une patrouille de routine. Israël accuse le mouvement chiite d'avoir effectué cette opération sur son territoire, tandis que le Hezbollah affirme que les soldats attaqués s'étaient infiltrés en territoire libanais. Parmi les soldats du contingent qui composaient cette unité, trois sont tués et deux sont faits prisonniers par le Hezbollah. Une autre unité israélienne, tentant de libérer ces deux soldats, rencontre une forte opposition armée : huit de ses soldats sont tués. Cette opération déclenche une réponse israélienne disproportionnée qui, comme le rappelle Boutros Labaki dans son article, fit plus de 1500 tués, 4 à 5000 blessés, 915 000 déplacés,

ainsi que des destructions physiques de plus de 3 milliards de dollars incluant de nombreuses routes et environ 30 000 logements.

Cette brutale réaction a complètement surpris Hassan Nasrallah (leader du Hezbollah) et ce dernier en fit l'aveu lors d'une déclaration provocante, connue sous le nom du « discours du regret ». Il n'aurait jamais agressé les soldats israéliens s'il avait prévu une telle réaction. Après ce discours, la popularité du leader libanais chiite – qui était alors à son zénith et déclenchait dans les pays arabes un mouvement d'enthousiasme en sa faveur qui tendait à l'identifier à Nasser – fléchit sérieusement, tandis que de plus en plus de Libanais le rendaient responsable du désastre.

Qui avait gagné la guerre ? Une caricature d'un journal américain montrait Nasrallah et Olmert face à face s'affrontant pour savoir qui du Hezbollah ou d'Israël avait gagné la guerre du Liban, tandis qu'un couple d'habitants du sud du Liban en train de fuir déclarait : « Nous, nous savons qui sont les perdants. »

Au bout de trente-trois jours, la guerre s'arrête grâce à l'intervention internationale. Les effets politiques des raisons d'agir de Nasrallah sont pour le moins ambigus. Le chef du Hezbollah ne représente qu'un tiers du chiisme libanais et si un autre tiers est constitué par le Amal (mouvement et parti, aujourd'hui plus politique que militaire), un dernier tiers est constitué de

---

\* *Économiste, administrateur de l'association Économie et Humanisme.*

---

(1) « Liban : la dernière guerre pour les autres ? » *Économie & Humanisme*, n° 378, octobre 2006, p. 4-6.



grands propriétaires terriens et de courants plus modérés. Ainsi le mufti chiite de Tyr, Ali al-Amin, qui a participé à la fondation du Hezbollah en 1983, puis s'en est séparé, dénie au Hezbollah autant qu'à Amal le droit de parler au nom de tous les chiïtes. Dans une déclaration en septembre sur une chaîne de télévision libanaise, il rappelle que les chiïtes « constituaient par le passé le groupe confessionnel le plus engagé dans la lutte pour l'État fort et unitaire ». Évoquant ainsi le patriotisme libanais des chiïtes, il se demande pourquoi l'objectif de reconstitution d'un État libanais cohérent, qui correspond à l'aspiration présente d'autres catégories de la population du pays, ne serait pas soutenu aussi par les chiïtes. Dans un journal arabe de Londres, *Al Hayat*, il en appelle également à la présence totale de l'État sur l'ensemble du pays et affirme la « libanité » totale des chiïtes dont la fidélité profonde ne va pas à l'Iran mais à leur patrie (2).

La stratégie d'alliance des chrétiens et des chiïtes, mise en œuvre par le général Aoun, s'appuie sur cette donnée et certains faits lui donnent sens (3). Mais le problème de fond demeure. C'est celui qu'affrontait L. J. Lebreton en 1962 lors de l'enquête faite à la demande du général Chehab, président du pays, pour tracer les voies et moyens d'un développement humain du Liban avec sa condition politique : la constitution d'un État démocratique sur une base citoyenne et non religieuse (4). C'est cela même qui est en jeu dans l'indépendance du Liban par rapport à la tutelle syrienne, avec les suites du procès fait à ce pays pour l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005, le premier Ministre qui avait tenté de la promouvoir.

L'avenir du Liban réside dans la constitution d'un gouvernement d'union nationale décidé à prendre à bras le corps ce problème central d'une politique autonome par rapport à la Syrie et à l'Iran, et la construction d'un véritable État.

L'effort de lucidité sur les raisons d'agir est défendu par l'écrivain libanais Mohamed

Abi Samra dans le journal *An-Nahar* de Beyrouth lorsqu'il refuse la seule posture de victime et s'interroge sur les raisons de l'autodestruction de son pays depuis le début de la guerre civile en 1975. Il écrit : « C'était parce que nous n'étions pas d'accord sur la place du Liban dans ce qu'il est convenu d'appeler le conflit israélo-arabe autour de la Palestine. Nous n'étions pas d'accord entre nous, et alors que l'Égypte, la Syrie et la Jordanie avaient cessé leur guerre contre Israël en 1973, nous étions partis en guerre contre nous-mêmes. Au bout de quinze ans, nous avons fini par comprendre que nous avions mené des guerres par procuration pour des causes qui n'étaient pas les nôtres. Ce que nous y avons gagné était une occupation israélienne pour chasser de notre pays les armes palestiniennes. Et nous, à l'ombre de l'occupation, nous nous étions combattus entre nous dans la plus féroce de toutes les guerres, non plus entre communautés confessionnelles, mais entre factions à l'intérieur de chaque communauté » (5).

## La déraison du gouvernement d'Israël

Même si on comprend que le gouvernement d'Israël a besoin d'assurer sa sécurité face à l'agression du Hezbollah, et à un Hamas qui ne veut pas reconnaître son existence, le caractère disproportionné de la réplique de Tsahal était évidente. Les analystes estiment qu'elle a été contre-productive pour la position du pays. Comme le note Boutros Labaki, pour la première fois Israël se retire d'un territoire arabe sous la pression militaire. La raison

(2) *Courrier International*, n° 827, 7-13 septembre 2006, p. 39. On trouvera le même type d'interrogations dans le témoignage de **R. Sfeir**, *J'ai déposé les armes. Une femme dans la guerre du Liban*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006.

(3) Voir le reportage de *La Croix* du 11 octobre, « Des jeunes libanais se mettent au service de tous ».

(4) Lire *Les Cahiers des Amis du P. Lebreton*, n° 16, 2005, « Le Père Lebreton et le Liban ».

(5) *Courrier International*, n° 825, 24-30 août 2006.

du plus fort n'est pas toujours la meilleure. Comme le fait remarquer un journaliste français, « un général israélien est allé jusqu'à évoquer « l'arrogance » des autorités militaires, lui compris, qui avaient imaginé une promenade de santé dans le *Hezbollah land*, comme celles pratiquées ordinairement dans les territoires occupés » (6).

Cette humiliation donne force aux critiques de l'intérieur qui s'expriment librement dans ce pays démocratique, et le chef du gouvernement pour se défendre doit créer une commission d'enquête. Un journaliste de Tel-Aviv, Maron Rapoport, interviewe, dans le journal *Ha'Aretz*, un réserviste de l'artillerie qui déclare qu'il ne dort pas en paix, car, certaines nuits, lui et ses camarades ont tiré jusqu'à 200 obus. Les inspecteurs des Nations Unies confirment qu'il a raison de ne pas dormir en paix. Tsahal a en effet tiré en quatre semaines 160 000 obus sur le Liban, soit un tiers de plus que pendant la guerre du Kippour. Parmi ces dizaines de milliers d'obus, une part démesurée était constituée d'obus à fragmentation. Or ces munitions explosent avant de toucher le sol et libèrent des centaines de petites bombes dans un rayon de cent mètres. Si la plupart explosent en touchant le sol, certaines ne le font pas et se transforment en mines. Une bonne partie des villes et des villages du Sud Liban sont ainsi devenus des champs de mines.

Le même journal recueille l'avis du juriste international Youval Shani, de l'Université hébraïque de Jérusalem, qui note que si les conventions internationales n'interdisent pas explicitement l'usage des bombes à fragmentation, le paragraphe 57 du 1er protocole de la Convention de Genève, dont Israël est signataire, interdit l'usage d'armes « indiscriminées ». Pour ce juriste israélien, « les bombes à fragmentation ne peuvent être utilisées dans des zones civiles, sauf si ces bombes sont les seules armes dont dispose l'armée, ce qui, dans le cas de Tsahal, est assez difficile à admettre » (7).

Les grandes tragédies du vingtième siècle pèsent de tout leur poids sur cette guerre du Liban de l'été 2006, comme la contradiction d'une diplomatie britannique qui promet à la fois aux Arabes une grande Arabie unie sur les décombres de l'Empire ottoman et qui en même temps décide, avec la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, l'accueil d'un foyer sioniste en Palestine. Cette contradiction sera portée à son incandescence par la Deuxième Guerre mondiale et le drame du génocide juif. La raison d'agir pour la défense de l'État sioniste en a tiré une force dont l'usage est devenu disproportionné, abusif et criminel, face à des Palestiniens qui ont droit à un État stable, viable et autonome. Mais à la déraison des gouvernements européens du vingtième siècle succède, au siècle suivant, celle du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

## La déraison du gouvernement des États-Unis

À la suite des accords d'Oslo de 1993, le président Clinton (1994-2000) n'avait pas ménagé ses efforts pour tenter de mettre un terme au conflit palestinien. Il échoua.

Bush junior, non seulement ne reprit pas l'ouvrage, mais se révéla incapable de faire le bon diagnostic des attentats du 11 septembre. Il confondit le terrorisme international avec une guerre planétaire, allant jusqu'à mobiliser le Bien et le Mal, au lieu, selon l'heureuse formule de Pascal Bruckner, de « lui substituer plutôt le combat du préférable contre le détestable » (8). Faisant d'un problème de police internationale un projet géopolitique, il imagina de partir en guerre pour la démocratie et lança, contre l'avis du Conseil de sécurité

(6) P. Servent, « La raison du plus fort... », *La Croix*, 19 septembre 2006.

(7) *Courrier international*, n° 829, 21-27 septembre 2006, p. 34.

(8) P. Bruckner, *La tyrannie de la pénitence*, Paris, Grasset, 2006, p. 48.



de l'ONU, la désastreuse guerre d'Irak. Il ne sut pas saisir les opportunités offertes par la disparition de Yasser Arafat et en réalité se désintéressa de la Palestine.

Conscient de l'échec de l'intervention en Irak qui avait apporté, non la démocratie annoncée, mais la guerre civile, Bush junior lança avec ses conseillers en géopolitique le concept de Grand Moyen Orient. On entendit les discours extravagants de la Secrétaire d'État Condoleezza Rice en appeler à la mise au monde d'un Grand Moyen Orient qui devait apparaître sur la scène planétaire comme un nouveau né : un discours inouï, pour ceux, juifs, chrétiens et musulmans, qui prient et chantent, aujourd'hui comme depuis des siècles, avec des poèmes et des mots issus de cette région du monde. En réalité, ce Grand Moyen Orient n'est qu'une trouvaille de propagande qui cherche à masquer l'appui aux gouvernements modérés de la région et implique le renoncement aux objectifs de démocratie et de respect des droits de l'homme naguère affichés. La raison d'agir est aveuglante : elle s'inspire des menaces d'insécurité pour les approvisionnements pétroliers des États-Unis jugés nécessaires au maintien de *l'américan way of life* (9).

Le gouvernement des États-Unis ne voulut pas, sur le champ, dissuader Israël de son intervention. L'Europe et l'ONU mirent un mois pour l'arrêter. Les diplomaties française et italienne furent les plus actives pour que l'ONU envoie des troupes dans le sud Liban avec la double mission de désarmer le Hezbollah et de protéger les frontières sud du Liban, mais il n'y a aucune politique européenne cohérente face aux problèmes du Moyen Orient, notamment avec la Grande-Bretagne. Les perspectives de la Syrie et de l'Iran sont très embrouillées. L'avenir est très incertain et n'incite pas à l'optimisme.

\*\*\*

Au cœur de la guerre du Liban, la Commission française Justice et Paix, l'ACAT, le CCFD, la Cimade, le MIR, Pax Christi, le Secours Catholique ont lancé un

appel qui commençait par ces termes : « Recourir à la violence pour obtenir la sécurité et la paix est une illusion et une grave erreur. La guerre n'ajoute que la violence à la violence. Depuis le début de la crise à Gaza et au Liban, on compte déjà les morts par centaines, les blessés par milliers, les déplacés par centaines de milliers. À ce bilan tragique, dont les civils sont les principales victimes, il faut ajouter la rancœur qu'éprouvent les millions de personnes plongées dans les affres de la guerre. Et le germe de la haine déposé dans le cœur des combattants de demain » (10). Ce que confirme l'écrivain libanais déjà cité Mohamed Abi Samra : « Aujourd'hui, ne savons-nous pas d'expérience et de science sûre que nos guerres, tant dans leurs objectifs que dans leurs résultats, ne sont qu'absurdité ? Ne savons-nous pas que les guerres n'aboutissent pas à des victoires, ne sont pas source d'héroïsme, n'engendrent pas la gloire, ne sauvent pas l'honneur et ne libèrent pas le sol sacré, mais finissent seulement par sonner la fin de toutes choses, de la vie, de la civilisation, de la volonté, des mots, de la lumière, du jour et de la nuit ? »

Hugues Puel

(9) Voir N. Bacharan et A. Sfeir, *Américains-Arabes : l'affrontement*, Paris Le Seuil, 2006.

(10) *La lettre de Justice et Paix*, n° 130, septembre 2006.